

## POLITIQUE • LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ

## Isoler obligatoirement les cas de Covid-19 ? Un débat politique qui s'annonce agité

« Nous devons être plus contraignants à l'égard de celles et ceux qui ont le virus », a dit Emmanuel Macron. Entre accompagner ou sanctionner, les réponses varient dans la majorité.

Par Julie Carriat et Stéphane Mandard

Publié le 26 novembre 2020 à 12h00 - Mis à jour le 26 novembre 2020 à 13h01

• Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Cela faisait plusieurs semaines que le débat sur un isolement obligatoire des malades du Covid-19 couvait. Mardi 24 novembre, Emmanuel Macron a accéléré la cadence, appelant le gouvernement et le Parlement à « s'assurer de l'isolement des personnes contaminées, y compris de manière plus contraignante ». « Un vrai débat démocratique doit se tenir », a ajouté le chef de l'Etat dans son allocution, déclenchant dans sa majorité une variété d'interprétations quant à cette future « nouvelle stratégie » impliquant Etat, maires et associations.

**Lire aussi | [Isolement des patients positifs au Covid-19 : le gouvernement n'exclut pas des mesures coercitives](#)**

Pour certains élus de la majorité, l'appel du chef de l'Etat sonne comme une confirmation. C'est le cas d'Olivier Becht, président du groupe parlementaire Agir ensemble, qui a mis sur la table, le premier, l'idée d'un isolement obligatoire. Pour lui, ce débat, « il faut qu'il ait lieu rapidement si on veut briser la chaîne des contagions et le cercle infernal confinement, déconfinement, confinement... » Le député du Haut-Rhin a déposé mercredi une proposition de loi visant à rendre obligatoire l'isolement des personnes positives et des cas contacts. Le texte assortit l'obligation de « quarantaine » (deux semaines pour les cas positifs, une pour les contacts) d'une amende de 1 500 euros, le double en cas de récidive.

Certains pays européens se sont déjà engagés dans cette voie : les sanctions peuvent aller jusqu'à 600 000 euros en Espagne en cas de récidive voire une peine de prison en Italie. M. Becht propose en outre de réquisitionner les hôtels et résidences de tourisme comme solution d'hébergement pour les personnes devant s'isoler. Une stratégie défendue par le très médiatique professeur Philippe Juvin, chef des urgences de l'hôpital parisien Georges-Pompidou et maire (Les Républicains) de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) : « Les Français sont raisonnables, si on leur propose des chambres d'hôtel, ils iront. »

**Lire aussi | [Covid-19 : « Proposer des mesures très contraignantes sans stratégie claire à long terme peut poser problème »](#)**

### « Une trop grande marche »

Rien ne dit que les options d'Agir soient reprises par l'exécutif. Jeudi 26 novembre, le premier ministre, Jean Castex, a annoncé que le gouvernement déposerait son propre projet de loi sur le sujet. « Nous voulons avoir notre propre texte et que la représentation nationale en débâte », a-t-il déclaré, ajoutant : « Notre intention ce n'est pas de contrôler pour contrôler (...) c'est de mieux faire respecter l'isolement. Quelles que soient les mesures que nous prendront à cet effet elles s'accompagneront d'un accompagnement médical et humain renforcé. » Le 20 novembre, en visite à l'hôpital de Brest, M. Castex s'était, déjà, montré circonspect : « [Les] gens, si vous leur dites : vous avez une obligation de vous isoler, ils ne se feront pas tester », avait-il déclaré.

Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, sans présager des mesures retenues, a affiché pour sa part une condition, mercredi à l'issue du conseil des ministres : la nécessité de préserver le secret médical, « *une valeur fondamentale pour notre pays* ».

Depuis l'allocution du chef de l'Etat, le mot d'« *accompagnement* » revient en tout cas en boucle. Le délégué général du parti présidentiel, Stanislas Guerini, s'est dit, mercredi sur Franceinfo, « *plutôt favorable à mettre le paquet sur l'accompagnement* ».

Des députées La République en marche (LRM) comme Aurore Bergé (Yvelines) ou Naïma Moutchou (Val-d'Oise) réfutent l'idée d'obligation. « *L'état d'urgence sanitaire est un équilibre fragile mais nécessaire, l'isolement obligatoire est une trop grande marche qui pourrait faire tomber le château de cartes* », estime M<sup>me</sup> Moutchou. D'autres, comme le député et médecin Jean-François Eliaou (Hérault), doutent de la faisabilité de contrôles massifs mais saluent le durcissement de ton de M. Macron, une manière de dire « *vous êtes libres de faire ce que vous voulez mais pas d'envoyer les gens à l'hôpital* ». « *Il faut peut-être être plus agressif dans la communication pour responsabiliser les Français* », ajoute le député.

### « **Menacer des personnes en précarité de sanctions financières, ce n'est pas convaincant** », estime Patrick Mignola

Du côté du MoDem, l'obligation dure ne séduit pas. Question de ligne politique, souci d'efficacité aussi. « *Quels sont les publics qui ne s'isolent pas ? Des gens qui bien souvent n'ont pas d'autre choix s'ils veulent manger à la fin du mois. Menacer des personnes en précarité de sanctions financières, ce n'est pas convaincant* », estime le chef de file des députés MoDem, Patrick Mignola (Savoie), qui prône des mesures pour qu'isolement ne soit pas synonyme de « *dénuement* ».

Au-delà du champ politique, ni l'option de l'hôtel ni celle de l'isolement obligatoire n'ont le soutien du conseil scientifique. Créé pour orienter l'exécutif dans la gestion de la crise sanitaire, il continue à prôner l'auto-isolement à domicile et demande au gouvernement de privilégier l'incitation, notamment par la prise en charge de services à domicile comme la livraison de repas. A Matignon, on répète que toutes les options, y compris coercitives, sont « *sur la table* ». Les arbitrages seront rendus dans les prochains jours.

## Notre sélection d'articles sur le Covid-19

Retrouvez tous nos articles sur le SARS-CoV-2 et le Covid-19 [dans notre rubrique](#)

### Sur l'épidémie :

- Visualisez l'évolution de l'épidémie [en France et dans le monde](#)
- Covid-19 : hausse, stabilisation ou baisse, [où en est l'épidémie dans votre département ?](#)